

A l'encontre » Etat espagnol. Salaire minimum et orientation syndicale

[Actualités, Espagne 0](#)



[A l'encontre/](#) 2018-01-15

Mariano Rajoy et la ministre du Travail, Fátima Banez, «entourés» par les «syndicalistes» et les employeurs

Par Miguel Salas

Il est évident que l'un des problèmes les plus importants que la crise économique a engendré depuis 2008 est l'inégalité sociale croissante. L'abîme économique, culturel et social entre les classes est une caractéristique du capitalisme.

Pendant les années de prospérité économique, l'inégalité que la crise actuelle a encore élargie, semblait pouvoir être réduite. Or, les 10% les plus riches disposent aujourd'hui des mêmes revenus que 50% du total de la population. 12,9 millions de personnes sont menacées d'exclusion et de pauvreté, la moitié des chômeurs ne reçoivent aucune allocation et la moitié de ceux qui la reçoivent ne perçoivent qu'une allocation du niveau de l'assistance sociale.

Nous sommes à la queue de l'Europe dans la distribution des revenus. En 2016, le coefficient de Gini, qui mesure l'inégalité dans la répartition des revenus entre les ménages, place l'Espagne en queue de pelotons de l'UE-28, juste devant la Roumanie, la Lituanie et la Bulgarie.

En ce qui concerne la distribution de la fortune (patrimoine), selon l'enquête financière de la Banque d'Espagne portant sur les ménages, l'inégalité de la distribution de la fortune entre eux a doublé en 12 ans seulement. Si en 2002, les 50% des ménages les plus riches disposaient d'un patrimoine moyen de 6,6 fois plus élevé que le 50% des ménages, cette différence est de 12,2 fois en 2014. La plus riche de la moitié du pays a augmenté son patrimoine moyen de 29%, tandis que la moitié la plus pauvre l'a réduit de 30%.

Le salaire moyen a été dévalué autour de 7% en ces années de crise. Et l'inégalité entre les diverses couches salariales a considérablement augmenté, car 10% des salarié·e·s u bas de l'échelle ont perdu 22,5% jusqu'en 2015. De plus, le nombre de chômeurs et chômeuses ne descend pas au-dessous de 3,7 millions et les salaires ne permettent pas de vivre à 31% de ceux et celles qui travaillent et qui même disposant d'un emploi se retrouvent sur la ligne de crête de la situation de pauvreté (pas de quoi répondre aux besoins de base).

	Agua	Gas	Luz	Salarios
2007 (Media mensual)	13 €	37 €	46 €	1.035 €
2017 (Media mensual)	23 €	55 €	88 €	1.178 €

L'augmentation des prix des services de base a été brutale et a absorbé une grande partie des augmentations salariales. Au début de 2018, le gaz a augmenté en moyenne de 6,2%, l'électricité de 10%, et pour l'eau au environ d'un euro par mois (selon la zone géographique). Les péages routiers, les transports publics, les télécommunications et même les timbres-poste ont augmenté. Dans ce tableau comparatif, vous pouvez voir la relation entre l'augmentation du prix des services de base et celle des salaires.

En dix ans, le prix de l'eau a augmenté de 76%; dugaz de 48%; de l'électricité de 87%, tandis que les salaires de seulement 13%. En 2007, pour payer ces services de base, 9% du salaire médian était nécessaire, maintenant 14%. Beaucoup d'autres éléments statistiques pourraient être ajoutés, comme la perte du pouvoir d'achat des retraites, ce qui illustre la brutalité de la crise capitaliste pour la majorité des familles ouvrières.

Accord sur le salaire minimum

Dans ce contexte d'inégalité croissante, le 26 décembre 2017, a été signé un accord promu par le gouvernement entre lui, les syndicats CCOO (Commissions ouvrières), l'UGT (Union générale des travailleurs) et les employeurs afin que le gouvernement accepte de fixer le salaire minimum à 850 euros, et cela sur trois ans, avec une hausse de 4% cette 2018, de 5% en 2019 et de 10% en 2020. Mais à la dernière minute, le gouvernement a introduit des clauses qui conditionnent l'accord à ce que l'économie ait enregistré une croissance réelle du PIB de 2,5% ou plus et une augmentation de l'affiliation moyenne à la Sécurité sociale de plus de 450'000 personnes. Le non-respect de ces conditions ouvrirait un mécanisme de renégociation des augmentations.

Cet accord peut bénéficier directement à quelque 530 000 travailleurs et indirectement à la négociation de conventions collectives dans les secteurs à bas salaires. Mais, l'accord a toute une série de limites et de répercussions politiques qui doivent être prises en compte. Par exemple, le salaire minimum est également une référence pour les dépenses sociales car il détermine les allocations directes ou indirectes des prestations sociales, des indemnités pour chômage, de l'aide au logement, etc.

Toutefois, l'accord ne comprend pas l'augmentation du salaire minimum pour l'IPREM (Indicateur public de revenu à effets multiples); derrière ce nom pompeux réside la référence pour les prestations sociales, qui restent à 537 euros.



La décision, non sans importance, de conditionner l'évolution du salaire minimum à l'évolution de la situation économique incertaine, pourrait aboutir à ce que cet accord «si important» pourrait s'enliser dans des eaux polluées, donc mieux lancer la campagne sur des airs triomphalistes et qualifier cet accord selon des termes précis.

Les gouvernements utilisent souvent le salaire minimum comme une arme politique de promesses qui ne se concrétisent souvent pas. En tant que président Zapatero [avril 2004-décembre 2011] a promis que le salaire minimum atteindrait 800 euros. Or, nous ne sommes pas encore arrivés là! Mariano Rajoy est en train de poser sur la photo avec les dirigeants syndicaux après une défaite électorale difficile en Catalogne. Il promet aussi, reste à voir si l'accord sera tenu. Ce montage photographique de Mariano Rajoy vise également à neutraliser le projet de loi soumis par Unidos Podemos et qui a été approuvé par une majorité simple en novembre 2016, contre le vote du PP et l'abstention de Ciudadanos. Dans ce projet de loi était indiqué une augmentation du salaire minimum jusqu'à 800 euros pour 2018 et 950 en 2020. Il

est clair que, Le PP l'a ignoré et a empêché le gouvernement de mettre en œuvre une décision du Parlement.

Et pour faire la clarté sur la situation, rappelons qu'en 2017 le salaire minimum (SMI) a augmenté de 8% (pour 2018, l'accord a fixé la hausse à 4%). Pour quelle raison? Est-ce que M. Rajoy est devenu fou? Non, c'est plus simple. Rajoy avait besoin de votes pour son élection à la fin de l'année 2016 et pour y parvenir, il a dû accepter à cette augmentation de 8%. Rappelons également la protestation légitime, à cette époque, des deux principaux syndicats. La *Gaceta Sindical* des CCOO, en novembre 2016, a déclaré: «*Ce qui s'est passé avec le SMI n'a pas été un bon précédent, car au-delà d'une hausse jugée insuffisante par CCOO, les syndicats ont demandé un SMI de 800 euros en 2017 et l'augmentation convenue entre le PP et le PSOE c'était 707,60 euros. Ce qui est intolérable fut d'enlever au dialogue social [entre patron et syndicat] un sujet qui est de sa compétence exclusive*». Rappelons que selon l'accord passé le 26 décembre 2017 le salaire minimum pour 2018 sera de 736 euros, loin des 800 que les syndicats ont demandés pour 2017!



Autrement dit, il semble que le salaire minimum soit un instrument utilisé ou caché, que ce soit pour une investiture ou pour une photo avec des «acteurs sociaux»[patrons et syndicats]. Or, ce dont on a besoin, c'est d'un revenu suffisant pour satisfaire des besoins élémentaires.

A l'offensive! Quelle offensive?

Ce qui semble évident, c'est qu'un plan et une mobilisation aussi large et généreuse que possible sont nécessaires pour inverser la situation présente. Les bénéfices des sociétés croissent trois fois plus que les salaires et les dividendes versés aux actionnaires ont augmenté

de 10% au premier semestre de 2017, alors que les salaires ont perdu 0,6% de leur pouvoir d'achat (jusqu'en novembre 2017 selon l'accord convenu les salaires ont augmenté de 1,43% en moyenne, contre une hausse moyenne des prix à la consommation de 2,04%) et les retraites ont perdu 1,8 point. Et tout cela dans un contexte terrible de précarité professionnelle.

Il y a quelques jours, le secrétaire des CCOO, Unai Sordo, a déclaré en Estrémadure que les *«CCOO veulent être le fer de lance de l'offensive contre l'inégalité»*. On répète du côté des CCOO et de l'UGT que la grande bataille est la lutte contre l'inégalité, puisque la croissance économique ne se traduit pas par de meilleures conditions de vie, par des salaires décents, ou par un emploi de qualité. Les CCOO de Catalogne insistent depuis des mois sur le fait qu'il faut poursuivre l'offensive contre la précarité et récupérer les droits sociaux et les salaires. A la fin de l'été 2017, la direction des CCOO a annoncé: *«La négociation collective va faire faire à un automne difficile et les syndicats sauront y faire face avec détermination et force, et si nécessaire, nous étudierons la possibilité d'un appel en faveur d'une vaste campagne d'information et de mobilisation pour la défense des salaires (aussi du pouvoir d'achat perdu en 2017), et pour l'emploi de qualité et une protection sociale»*.

Et pourtant, le peu d'efforts faits pour renverser la situation et recouvrer les droits et les salaires n'a pas été couronné de succès. Pour passer à l'offensive, il ne suffit pas d'appeler une ou plusieurs assemblées de délégué·e·s, puis de continuer comme si de rien n'était, en gérant le quotidien. Il faut constater que le mouvement syndical n'est absolument à la hauteur de la gravité de la situation ; qu'il s'est considérablement affaibli conjointement à son rôle actif dans les conflits sociaux, tant au niveau de l'entreprise, du secteur public et face aux employeurs. Une tâche énorme de récupération de capacités s'affirme. Le «dialogue social» est réel quand vous avez établi et démontré suffisamment de force pour imposer les exigences des travailleurs et travailleuses. Ce n'est pas une question de responsabilité – que tout le monde assume celles qui lui reviennent – mais il s'agit d'établir les raisons de difficultés présente et, surtout, le plan à mettre en place, avec les mesures nécessaires et les mobilisations qui s'y attachent, pour récupérer le terrain perdu.

Le syndicalisme de classe continue d'être un outil essentiel pour la lutte contre les inégalités et il a son terrain spécifique pour la développer, dans les accords conventionnels et/ou les négociations sectorielles, dans son pouvoir de représentation vis-à-vis des employeurs et de l'Etat. Il faudrait tendre vers des mobilisations plus larges et unitaires et une convergence dans la négociation collective entre différentes entreprises ou secteurs.

Le syndicalisme seul n'a pas eu en tant que tel la force de résister aux politiques néolibérales mises en œuvre contre les classes laborieuses. Pour cette raison, il faut chercher à établir le maximum d'alliances et se situer sur un plan d'égalité avec les autres mouvements sociaux qui luttent contre les politiques économiques actuelles, les marées [mouvements des salarié·e·s du secteur, avec l'appui des usagers] pour la santé publique ou les marées pour la défense de l'éducation publique et les mouvements des retraité·e·s et les associations de quartier, en lutter contre les atteintes aux droits démocratiques, etc. etc.

Un troisième élément, non moins important, est la nécessité de lier, d'une manière ou d'une autre, la mobilisation et la lutte pour améliorer les conditions de vie et de travail aux changements politiques. Nous devons nous battre maintenant et exiger des revendications maintenant, mais beaucoup d'entre elles sont impossibles sans changement de gouvernement, sans donner un «virage à gauche» en politique, à travers la pression sociale et électorale. Il ne s'agit pas que le syndicalisme se substitue à quoi que ce soit, mais il s'agit d'ajouter pour

changer. En juin 2016, le CCOO et l'UGT ont présenté 20 mesures pour un gouvernement de changement, parmi lesquelles ressortaient un plan de choc pour l'emploi, l'abrogation des réformes du travail, la fin des politiques d'austérité, l'augmentation des salaires et du salaire minimum, etc..

Relier les exigences immédiates de la lutte pour l'emploi, contre la précarité, pour de meilleurs salaires avec les exigences sociales et le changement politique est ce qui peut ouvrir une perspective pour résoudre les difficultés réelles dans le développement de la mobilisation générale contre les politiques néolibérales et leurs gouvernements. (Article publié sur le site *Sin Permiso* le 13 janvier 2018; traduction A *l'Encontre*)

Miguel Salas est syndicaliste et membre du comité éditorial de *Sin Permiso*.